Jean-Charles Harvey

Les Armes du Mensonge

Vertiges
JEAN YVES COLLETTE ÉDITEUR

Artiste inconnu, *Django Reinhardt,* illustration pour « Petits Mensonges » (« Three White Lies »), musique enregistrée, à Paris, le 13 décembre 1940.

Jean-Charles Harvey (1891-1967).

LES ARMES DU MENSONGE

UN SOIR de juin 1941, en compagnie du grand architecte parisien, Charles Siclis, je rentrais à Montréal d'un court voyage au Mont-Tremblant, dans les Laurentides. Tous deux, au cours de la journée, nous avions broyé du noir. Il nous semblait que les démocraties ne parviendraient jamais à déloger l'Allemagne de la France. Tout à coup, Siclis eut une intuition :

— Le meilleur tour que pourrait se jouer Hitler, dit-il, serait d'attaquer la Russie.

— Savez-vous que, depuis la mystérieuse fuite de Hess en Angleterre, j'y ai pensé plus d'une fois ?

— Eh ! bien, si ça se produit, je vous promets une fête au champagne, chez moi, à Paris.

Siclis ne vécut pas assez longtemps pour retourner en France. Il mourut aux États-Unis quelques mois plus tard. Il eut tout de même la joie d'apprendre, dès la nuit qui suivit notre promenade, la fulgurante nouvelle : Hitler attaque la Russie !

L'optimisme nous était revenu.

Toute médaille, hélas ! a son revers. L'entrée de la Russie dans le giron « démocratique » semblait être en contradiction flagrante avec les buts de guerre de l'Occident. Bien des fois, dans la suite, on allait me jeter à la face : « Comment pouvez-vous prétendre que nous nous battons pour la liberté, la démocratie et la civilisation chrétienne, quand notre principale alliée de l'Est représente un totalitarisme ennemi de la liberté, de la démocratie et de la chrétienté ? » Cette pensée troublante accabla dès lors des millions de consciences honnêtes. Au cours d'une assemblée tenue au Forum de Montréal, où l'Association de l'aide à la Russie m'avait invité à prononcer un discours, je crus de mon devoir de jeter cette douche d'eau froide sur trois mille communistes réunis là pour applaudir leurs idoles rouges :

« Nous, les démocrates, nous sommes aussi loin du totalitarisme de la gauche que de celui de la droite, car nous ne préférons pas la morsure du chien à celle de la chienne. Mais voici que notre maison est en feu. Le temps serait mal choisi de demander des comptes au voisin qui accourt pour jeter de l'eau sur les flammes. »

Les libéraux du monde entier prirent la même attitude. Ils n'avaient pas le choix. La logique de la guerre devait l'emporter, chez eux, sur la logique des idées et des principes.

Les propagandistes de l'extrême-gauche ne connurent plus ni frein ni gêne. Désormais sûrs d'une longue trêve, au cours de laquelle ils agiraient sans entraves, à l'ombre d'une alliance imposée par la nécessité, ils déployèrent un effort considérable pour jeter les esprits dans la confusion et préparer le sabotage de la civilisation occidentale. Nous recueillons aujourd'hui les fruits vénéneux de cette semence de mensonges.

Mot d'ordre des rouges

Le premier soin des saboteurs de la civilisation occidentale fut de donner à certains mots importants un sens qu'ils n'eurent jamais. Dans leur bouche, les termes *libéral, démocrate, fasciste* et bien d'autres, ne retinrent plus rien de leur signification première.

Par exemple, un journaliste libéral, dans leur vocabulaire fantaisiste, devint le bonhomme qui appuyait invariablement le point de vue moscovite ou communiste, à l'encontre des intérêts les plus chers de son pays et de ses compatriotes. Un journaliste *antilibéral* était le téméraire qui osait désapprouver le vol à main armée d'une large tranche de la Pologne ou qui exprimait des doutes sur la liberté de la presse chez les soviets.

Un *démocrate,* pour mériter ce nom, devait être un révolutionnaire brûlant du désir d'établir de petites républiques soviétiques sur les bords du Saint-Laurent ou sur les rives des Grands Lacs. Un *antidémocrate* fut l'homme qui croyait encore en cette formule sociale : l'individu n'a pas été fait pour l'État, mais l'État pour l'individu.

Un *fasciste* ne fut plus simplement le partisan d'une dictature à la Mussolini ou à la Hitler, mais bien n'importe quel adversaire de l'expansion rouge à travers le monde.

Plus d'une fois, au cours de la guerre, j'eus à publier des articles véhéments contre la défiance et, à certains moments, la fourberie des extrémistes de gauche à l'égard des démocraties. Après avoir lu un de ces écrits où mon indignation éclatait avec violence, un de mes amis fut au comble de la désolation. Il eut la naïveté de me téléphoner ceci, que je cite de mémoire : « Vraiment, je n'en crois pas mes yeux. Tous les esprits *progressifs* comptaient sur vous parce qu'ils vous considéraient comme un des rares journalistes libéraux. » Je lui répondis : « Libéral je suis et libéral je reste. Il n'y a pas ombre de liberté à l'extrême-gauche. » Il ne comprit pas. La propagande l'avait envoûté.

Un journal communiste de France, *La Défense,* en date du 23 janvier dernier, portait ce titre : « En Grèce, les démocrates sont traqués ». Il entendait par là cette bande d'aventuriers qui vivent de rapine à la frontière grecque et travaillent contre leur patrie pour le compte de Moscou.

Même journal, même date : « Offensive de la réaction en Turquie. Qu'est en réalité cette démocratie turque tant vantée, et à quoi servent les crédits américains que les États-Unis refusent aux pays véritablement démocratiques ? » Ces pays-là sont probablement la Yougoslavie, la Bulgarie, la Pologne et autres États vassaux du Kremlin. Dieu sait combien on abuse aussi des vocables *progressifs* et *réactionnaires !* Sont progressifs, paraît-il, tous ceux qui favorisent le chambardement à tout prix des institutions existantes ; sont réactionnaires, ceux qui refusent d'accepter un changement pour le pire. Un ouvrier mécanicien, fort intéressé aux organisations syndicales, s'étonnait un jour de la répugnance que m'inspiraient les soi-disant apôtres du marxisme en Amérique.

— Pourtant, dit-il, les gens vous considèrent généralement comme progressiste.

— Il faut d'abord savoir ce qu'on entend par là.

— J'entends les idées nouvelles. Faut pas s'opposer au changement.

— Il s'agirait d'abord de démontrer que le changement proposé par les rouges est un progrès. Pour moi, jusqu'à preuve du contraire, il est un recul. Les vrais réactionnaires sont probablement les révolutionnaires de l'État totalitaire.

— Vous n'ignorez pas qu'on a fait des choses magnifiques en Russie.

Il allait me répéter les bobards du bureau de propagande du *commintern,* dont la tête est à Moscou, et dont les membres s'agitent dans quelques feuilles de choux du Canada, de la France et des États-Unis, quand je lui posai quelques questions :

— Serait-ce indiscret de vous demander combien vous gagnez dans votre métier ?

— Oh ! Un dans l'autre, à peu près soixante dollars par semaine.

— Savez-vous combien gagne votre camarade de l'URSS ?

— Probablement moins, mais là-bas, on a eu la révolution, puis la guerre… Donnez-leur une chance !

— Ce qui m'intéresse, moi, c'est que vous gagnez trois fois plus en six jours que votre camarade russe en un mois.

— D'accord. Paris ne s'est pas fait en un jour… mais au moins, avec le régime nouveau, on met fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

— Il faudrait aussi mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'État, quand celui-ci est l'unique patron et a sur chacun des droits de vie et de mort… Et puis, ce que vous appelez *exploitation* est encore un de ces mots faciles dont la propagande rouge fausse souvent la signification. Car le mécanicien qui gagne plus de trois mille dollars par année n'est pas précisément exploité, mais utilisé et rémunéré en échange d'un service volontaire, c'est-à-dire libre.

Cet ouvrier intelligent avec lequel je discutais ainsi ne tarda pas à comprendre que la série des mots-clefs propagés par l'internationale rouge fait partie d'un dictionnaire où toutes les définitions sont délibérément corrompues.

Le plus admirable tour de force de ces étranges linguistes fut de faire accepter Démocratie de l'Est pour désigner l'autocratie russe, par opposition à Démocraties de l'Ouest. Comme si on pouvait mettre en balance les pays de toutes les libertés, que sont les nôtres, avec les pays de toutes les servitudes qui sont les États totalitaires et antilibéraux.

Après la conférence de Moscou, qui se terminait, à la fin d'avril, par un échec lamentable, des commentateurs de la presse et de la radio parlaient sans rire de la rivalité qui s'était manifestée entre « les deux grandes démocraties », États-Unis et Russie.

Il faut que le mal soit bien profond pour qu'on en soit venu à concéder le titre de démocratie à des régimes essentiellement antidémocratiques. Le plus décevant, c'est que des hommes intelligents s'y soient laissé prendre.

Depuis longtemps, le mot d'ordre a été donné d'obscurcir les intelligences et d'abêtir la raison. Il est de tradition, chez toutes les puissances tyranniques, d'aveugler les masses par le mensonge et de jeter dans une panique d'idées toute la logique de l'esprit.

Certains se croient insultés quand on les traite d'« hommes de droite », Qu'est-ce que la droite ? Qu'est-ce que la gauche ? Il faut pourtant faire la lumière là-dessus.

Passionnément épris de liberté, et, comme tel, opposé à l'État totalitaire, on me collera, pour cette raison même, l'étiquette d'homme de droite. Un gauchiste me disait : « Prenez garde ! Vous allez devenir vieux-jeu. » Pourquoi ? Parce que je combattais pour la liberté. Il paraît que celle-ci n'est plus de mode. Pour savoir ce qu'est la gauche, la vraie gauche, allons l'apprendre dans les pays où tous les journaux sans exception sont les porte-paroles du chef, où tous les livres encensent le régime, où la peinture, la sculpture et la musique sont politiques, où les touristes ne peuvent circuler sans être suivis par la police, où les correspondants étrangers sont censurés, où la radio est consacrée toute entière à la louange du généralissime et autres gros bonnets du parti unique, où les droits d'association et de réunion n'existent pas et où les foules sont tenues dans l'ignorance totale du reste du monde. Eh ! bien, quand on a accepté tout ça, on a le droit de se dire à gauche. Pas avant !

Vous voilà donc au courant du vocabulaire de tous les moscovites de l'univers. Cette science vous sera désormais utile pour diagnostiquer la présence des agents et des victimes de la propagande dans toute réunion où l'on discutera politique.

L'Amérique, tête de Turc

Un autre aspect de la propagande antidémocratique, toujours dirigée par Moscou, c'est la campagne de dénigrement systématique de la vie, des institutions et de la politique américaines.

La guerre n'était pas finie que l'internationale rouge organisait déjà la lutte contre les États-Unis. Le « *delenda est Carthago* » fut décrété contre l'existence d'une grande démocratie libérale et capitaliste, dont la puissance, la productivité, la richesse et le haut standard de vie devenaient, surtout en 1945, un témoignage écrasant en faveur de la liberté des initiatives individuelles.

Cela se passait bien avant la prise de Berlin. Dans mon hebdomadaire, *le Jour,* des étrangers réfugiés à New-York, m'adressaient souvent des articles dans lesquels ils dépréciaient tout ce qui était américain et exaltaient tout ce qui était russe. Comparant ces écrits à d'autres qui paraissaient simultanément dans les périodiques soi-disant de gauche, aux États-Unis et ailleurs, je me rendis compte de la réalité d'une conspiration mondiale, et je me mis sur mes gardes. Je me débarrassai de mes aimables « collaborateurs », car je jugeai qu'ils appartenaient aux premiers noyaux d'une nouvelle Cinquième colonne. C'est à leur intention que j'écrivais alors dans mon propre journal.

« Au sortir de cette guerre, l'Amérique du Nord deviendra, par la force des choses, la première puissance du monde. Grâce à une solide alliance de l'Angleterre et des autres nations britanniques avec la grande démocratie voisine, le Canada sera au centre même de cette union imposante qui groupera, pour longtemps, espérons-le, les éléments les plus vigoureux, les plus sains et les plus civilisateurs de l'univers.

« Des forces obscures travaillent à empêcher la réalisation de ce rêve. Les fanatiques de certaines idéologies, venus des quatre coins de l'Europe, font une campagne systématique de dénigrement contre la seule nation qui, la paix revenue, gardera vraisemblablement dans toute sa vigueur la démocratie politique, le respect de l'individu, l'entreprise privée et, par conséquent, la clef du progrès, du bien-être et de la civilisation. On se demande s'il n'existe pas, chez ces nombreux agents de division, la jalousie du fils déchu de grande famille à la vue du fils de roturier qui a réussi et qu'il ne peut plus accabler d'un traditionnel mépris. Chose certaine, le fait existe : il s'est formé une coalition contre l'influence américaine. Les Canadiens devraient être les derniers à faire le jeu de cette coalition qui n'a d'autre but que de les dépouiller eux-mêmes des avantages de la présente guerre au profit d'une puissance lointaine.

« Prenons garde ! Nous serons peut-être, au cours des cinquante années à venir, le bastion économique et démocratique du monde. Les ennemis de la démocratie le savent : ils recrutent, même chez les Nord-Américains, des adeptes qu'ils incitent à détruire de leurs propres mains la seule forteresse de leurs libertés. À nos petits messies gonflés de prétention et logés à tel torchon rouge, les colonnards venus d'outre-mer font jouer la fable du ‹ renard à la queue coupée ›. »

En relisant ces lignes écrites en pleine guerre, je m'aperçois que mes prévisions étaient justes. Les États-Unis sont devenus la tête de Turc de toute la propagande internationale de Moscou. Et d'honnêtes libéraux qui n'ont rien de commun avec les communistes tombent lourdement dans le panneau. Il est temps de réagir.

Quand on voit le naïf et honnête Wallace, ancien vice-président des États-Unis et Quichotte du déséquilibre mental, faire une tournée pro-soviétique en Europe et fournir à l'ennemi commun des arguments contre la politique de son propre pays, il n'y a pas à se demander si la conspiration rouge a réussi. Elle a sûrement fait des ravages.

Le sabotage prémédité, par la Russie, de la conférence de la paix, à Moscou, en mars et avril 1947, alors que toute l'Europe était dans le chaos, a servi de prétexte aux russo-maniaques pour jeter sur l'Amérique le blâme de ce lamentable échec. Il s'est trouvé des démocrates assez crédules pour avaler ce chameau. Ils ne se sont pas rendu compte que Moscou ne voulait pas d'une paix qui l'eût empêché de mettre la main sur le morceau et de le garder pour lui seul. Et haro sur les États-Unis !

Je n'aime pas tout des Américains. Ils ont des défauts, ils font des fautes – comme nous tous – et leur civilisation présente des lacunes. Il faudra au besoin les critiquer ou leur résister. L'occasion nous en sera donnée souvent. La question n'est pas là. Il s'agit de reconnaître une réalité tragique : l'existence de DEUX MONDES entre lesquels nous avons à choisir. Le fameux ONE WORLD de feu Wendell Wilkie est rendu impraticable par l'intransigeance, l'impérialisme et le mysticisme destructeur des éléments moscovites. Or, dans la nécessité où nous sommes de prendre parti, il nous est impossible, en tant que Canadiens, de nous dissocier un instant des intérêts d'une nation avec laquelle nous sommes solidaires. Tout ce qui élèvera les États-Unis élèvera le Canada ; tout ce qui les abaissera nous abaissera. La solidarité nord-américaine le veut ainsi.

En vertu du même principe, la France, l'Angleterre, nos alliées du Commonwealth, ainsi que les démocraties Scandinaves et des Pays-Bas, ne peuvent sauver leur indépendance, leurs institutions libérales et leur vieille civilisation qu'en utilisant, pour leur défense, les durs biceps et le large poing du colosse nord-américain.

Libre à chacun d'aimer ou de ne pas aimer les États-Unis. Ce sentiment est secondaire en face de la nécessité où se trouvent toutes les démocraties du monde de faire bloc pour survivre. Et vraiment je ne vois, pour les libertés humaines, aucun espoir en une organisation qui voudrait se passer de l'Oncle Sam.

La Cinquième Colonne communiste sent tellement l'importance de cette union démocratique autour de la puissance américaine, qu'elle déploie un effort inouï pour rendre les Américains odieux au monde entier.

Il y a quelque temps, une Européenne débarquait dans le port de New-York, traversait à la course et sans rien voir cette grande cité, puis montait dans un train à destination de Montréal. À son arrivée dans notre métropole, quelqu'un lui demanda ce qu'elle pensait de New-York.

— Ne m'en parlez pas, dit-elle, c'est une ville infecte, pleine de sauvages.

Cette femme n'avait été que deux heures dans les rues newyorkaises. Elle portait sur l'Amérique le jugement d'une foule de ses compatriotes endoctrinés par la propagande ou incapables de se faire à l'idée que la principale puissance de l'univers n'est plus sur le vieux continent.

D'après une dépêche parue dans *la Presse* du 28 avril, *l'Humanité,* organe communiste de Paris, aurait écrit : « Philippe Barrès personnellement est payé pour cacher aux Français la véritable identité de ceux qui les affament. » Les affameurs, paraît-il, étaient les Américains. Et ceci nous rappelle que monsieur Thorez, fils de Moscou, prétendit naguère que la France avait plus reçu de la Russie que des États-Unis. On se demande alors qui a nourri, habillé, logé, rebâti une partie de l'Europe en ruines ? Qui a semé les milliards sur ce continent sans rien demander en retour ? On se demande aussi qui a pillé le plus de butin en pays occupés ? Qui a déménagé chez soi le plus d'usines, d'outils et matériaux de toute sorte ? Qui a exigé les réparations les plus invraisemblables ? Qui a annexé le plus de territoires ? Qui a établi le plus de gouvernements vassaux et qui, en outre, n'a rien fourni aux autres pour aider à leur relèvement ?

J'ai actuellement sous les yeux divers échantillons de huit publications communistes publiées en France. Voici d'abord *Pensée,* revue trimestrielle (juillet-août-septembre 1946). Au sujet du prêt américain de 650 millions de dollars à la France, on y lit : « Le peuple français a compris qu'il s'agissait d'une immixtion de l'étranger dans sa politique intérieure, et le peuple français n'est pas à vendre. »

Et ceci, au bas de la même page : « Au moment où l'homme de Munich, Édouard Daladier, fait sa rentrée sur la scène parlementaire, nos alliés les plus fidèles et les plus précieux seraient excusables de se demander si ce n'est pas une impression de déloyauté que donne à nouveau la politique française. »

Tout de même, en lisant ces lignes, on se demande si ce sont les Russes, « alliés les plus fidèles et les plus précieux », qui fournissent 650 millions de dollars à la France pour aider à son relèvement.

D'autres journaux rouges de la France, tels *Regards, Action, La Défense, France-Nouvelle* et *France-URSS* emploient tout leur effort à favoriser les desseins impérialistes de Moscou et à jeter sur l'Amérique, le discrédit et le ridicule.

Dans *Regards* du 21 février, vous lisez un article sur la frontière occidentale de la Pologne. Pas un mot de la frontière orientale, que la Russie a bouffée au temps où elle cultivait l'amitié d'Hitler.

Quand on parle des États-Unis, pourtant nourriciers de l'Europe, le ton change : un dialogue sur le lynchage entre le chanteur nègre, Paul Robeson, et le président Truman. C'est ce que *Regards* peut offrir de mieux, ce jour-là, sur le compte de l'Amérique.

L'Action du 27 décembre 1946 consacrera un long article à un petit pays que les pays capitalistes ont comblé de cadeaux, et il fera ce titre flamboyant : Yougoslavie, pays de la jeunesse !

Quand ce journal aborde ensuite la question américaine, il dénonce « les féodalités internationales qui ont leurs places fortes outre-Manche et outre-Atlantique », puis il appelle « offensive réactionnaire » l'effort que fait Washington pour protéger le public contre certaines grèves injustes ou illégales.

C'est encore *l'Action* qui, le 13 décembre, parlait du « chantage économique auquel les États-Unis soumettent la Grande-Bretagne ». Tout à côté de cette aménité à l'égard des libérateurs de la France, on lisait ce titre : « Le soleil se lève sur la Roumanie ». En français, ça veut dire que Moscou a rougi le gouvernement de Bucarest.

Un autre numéro de *l'Action,* celui du 24 janvier, porte les titres suivants : L'antisoviétisme du général Marshall ; – Visées impérialistes des États-Unis dans le Proche-Orient ; – Entretien de Lénine avec Clara Zetkin sur la littérature et l'art.

On n'en finirait pas de donner tous les échantillons de mauvaise foi ou d'ignorance que nous donne la presse rouge. Je ne saurais toutefois passer sous silence *Regards* du 14 février, page 10, où l'on indique des modes de divers pays. Les photos des modèles allemand, italien, russe, anglais et autres sont assez flatteuses ; mais pour représenter l'Amérique, au tout premier plan, on a plaqué un affreux mannequin (publié précédemment, je crois, par une revue américaine qui voulait faire rire) montrant l'élégance américaine sous un jour grotesque. Et quand on pense que *Vogue* est d'emblée la plus magnifique revue de modes du monde ! Quant aux modes russes, elles n'existent pas.

Encore une fois, je le répète, le seul fait de critiquer les États-Unis et la politique américaine n'a rien que de normal et légitime ; mais en tout ceci, il y a le phénomène extraordinaire d'une parfaite similitude de procédés entre les campagnes de *la Pravda* de Moscou et les innombrables agences clandestines qui infestent tous les pays. Le but que l'on poursuit apparaît alors clairement : livrer toutes les vraies démocraties à la haine de millions d'hommes, afin de permettre aux Soviets de réaliser leur rêve d'hégémonie universelle.

Les moyens employés aujourd'hui, par la Cinquième Colonne rouge, pour créer ou fortifier le sentiment anti-américain sur divers continents ressemblent beaucoup à ceux qui servaient, à Hitler pour susciter l'antiséminisme chez lui et à l'étranger. Aux mensonges, aux calomnies, aux faux témoignages contre les juifs, les nazis mêlaient quelques faits authentiques, quelques fautes réelles, de sorte qu'une once de vérité, comme la mince enveloppe de sucre sur une pilule empoisonnée, suffisait à faire passer une tonne d'accusations criminelles.

Lors de la célébration du 1er mai, la plupart des tribuns, appelés à parler aux foules, dans les pays-satellites de la Russie, ont dénoncé avec une touchante unanimité « la conspiration capitaliste et l'impérialisme américain ». Croyez-vous que cela se borne aux États qui vivent à l'ombre du Kremlin ? Détrompez-vous ! Lors des élections récentes de la division Cartier, de Montréal, où l'espion Fred Rose, maintenant en prison, avait été député, les orateurs du candidat communiste ont presque tous vitupéré, eux aussi, contre le prétendu impérialisme américain.

Enfin, le 8 mai dernier, dans une déclaration faite à l'occasion du deuxième anniversaire de notre victoire sur l'Allemagne, le maréchal Tito, chef yougoslave aux ordres de Moscou, affirmait sans sourciller que les menées des pays capitalistes conduisaient le monde à une autre guerre. Hitler pratiquait exactement le même chantage.

Il est donc indéniable qu'une campagne mondiale, parfaitement concertée, se poursuit actuellement contre la seule démocratie qui puisse vaincre la tentative de bolchévisation universelle.

Comment sauver la liberté ?

Quels que soient les défauts et les fautes de la démocratie américaine, il est de notre devoir à tous de nous grouper autour d'elle, de l'aider à se maintenir et à se perfectionner, car elle est la seule forteresse des peuples libres. Si nous nous laissions entraîner par le courant de haine que déchaînent contre elle nos pires ennemis, nous perdrions notre seule protection efficace. Nous nous réveillerions bientôt sous une domination asiatique ou orientale. Et la civilisation reculerait de mille ans.

Faisons, s'il vous plaît, le bilan des pertes subies, en ces dernières années, dans les centres de civilisation et de culture de l'Occident. Nommons d'abord la France, parce que c'est elle qui semble avoir porté à l'apogée la civilisation moderne. Comment peut-elle, à l'ombre de son seul drapeau, sauver son héritage d'intelligence et de beauté ? Ruinée matériellement par quatre années d'occupation allemande, militairement dépouillée de tout par la désorganisation de ses armées et la destruction de sa flotte, physiquement affaiblie par la famine et par la longue captivité de sa jeunesse en Allemagne, amoindrie dans son prestige, harassée par l'insurrection en certaines parties de l'empire français d'outre-mer, elle ne pourrait, d'ici longtemps, résister aux ambitieuses entreprises des forces antidémocratiques de l'Orient. Sur qui s'appuiera-t-elle ? Sur la Russie ?

C'est invraisemblable. Sur l'Angleterre ? Fort bien, mais à la condition que celle-ci soit appuyée à son tour ?

Les Anglais, comme les Français, déploient aujourd'hui un admirable effort pour réparer des désastres... apparemment irréparables. Le vieil empire de l'ère victorienne subit les conséquences des deux guerres épuisantes des trente dernières années. Son affaiblissement s'est manifesté aux Indes, en Égypte, en Palestine, en Birmanie. Il a dû transférer aux États-Unis les responsabilités qu'il avait assumées en Méditerranée auprès de la Grèce et de la Turquie. De créancière qu'elle était, l'Angleterre est devenue débitrice. Pour relever son commerce et réorganiser son industrie, elle a dû contracter de lourdes obligations envers l'Amérique du Nord.

Les autres démocraties britanniques, nommément le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande constituent, dans l'ensemble, une puissance considérable, mais comme elles sont dispersées aux quatre coins du globe et qu'aucune d'entre elles, prise séparément, ne sauraient jouer le rôle que remplissaient autrefois la France et l'Angleterre, il est évident qu'on ne peut leur confier le *leadership* de la civilisation occidentale.

En dehors des groupes français et britanniques, qui représentent peut-être le plus haut degré de civilisation contemporaine, où est le refuge suprême ? Si l'esprit de progrès et la passion de la liberté suffisaient à repousser la force brutale, on penserait tout de suite à la Scandinavie, aux Pays-Bas et même à la Suisse ; mais ce n'est pas tous les jours que David peut réaliser contre Goliath le miracle de la fronde.

Reste l'Amérique latine. De solides liens d'amitié nous attachent à plusieurs des républiques du sud ; mais outre qu'en général elles ne sont pas assez évoluées au point de vue démocratique, elles sont loin de posséder l'organisation et la puissance nécessaires à la tâche qui s'impose.

Conclusion : aux États-Unis échoit la mission de protéger et sauver la liberté et la démocratie dans le monde. C'est ce que l'humanité attend de ce pays qui, depuis plus d'un siècle, n'a cessé d'être le refuge de millions de déshérités du Vieux Monde, auxquels il offrait l'émancipation et l'initiative.

Mis aujourd'hui en présence d'un impérialisme slave qui ne comprend rien à la liberté individuelle et qui n'a aucune conception de l'idée démocratique, les États-Unis ne peuvent se soustraire à leur mission. C'est pour eux un devoir de servir de point d'appui à toute cette civilisation occidentale qui doit se poursuivre dans le sens des institutions franco-anglaises. Que cet appui se dérobe à l'heure actuelle, et tout de suite nous assistons à l'écroulement d'un monde.

En effet, le jour où la voix américaine refuserait d'user de l'autorité prépondérante que lui donne la supériorité matérielle, ce jour-là, une autre voix se ferait entendre, toute seule, dans le conseil des nations réduites au silence. J'espère qu'on n'aura pas la naïveté de croire que la Russie ne profiterait pas au maximum de l'absence des États-Unis. Il lui serait relativement facile de projeter l'ombre du Kremlin jusqu'à Paris, de faire de la Méditerranée un lac soviétique, de donner la Chine aux factions rouges et, ainsi installée en maîtresse sur les deux continents les plus peuplés, de susciter à toute l'Amérique d'insurmontables difficultés.

Les puissances orientales ou asiatiques, dont fait partie la Russie, sont d'autant plus sensibles à la propagande faite par cette dernière contre l'Occident qu'elles ont eu souvent à se plaindre des peuples blancs. Les préjugés de race aidant, il devient doublement facile de faire revivre une longue histoire de fautes, de crimes et de maladresses. Pensons à ce que représenterait, pour les puissances occidentales, la malveillance agressive d'un milliard d'êtres humains – en Chine, aux Indes, en Russie, en Asie Mineure, en Afrique – convaincus d'avoir des affronts séculaires à venger et de posséder la meilleure formule du gouvernement des hommes. Il n'y a là rien de bien réconfortant. Il faut pourtant être aveugle pour croire impossible cette tragique coalition dont les éléments disparates ne demandent qu'un peu d'organisation pour se solidariser. Car le monde est devenu très petit. Espérons que, pour éloigner un tel danger, les Nations- Unies soient autre chose qu'une tribune où les revendications nationales l'emportent sur les intérêts universels.

Pour le moment, il faut aller au plus pressé : réaliser l'union de toutes les démocraties autour du puissant colosse nord-américain. Après avoir démasqué les intentions secrètes d'une haineuse propagande uniquement destinée à diviser les nations faites pour s'entendre et à favoriser une clique d'impérialistes moscoutaires, nous devons oublier certaines différences secondaires, pardonner certaines erreurs, dominer notre sentiment nationaliste, régionaliste ou chauvin, pour collaborer entièrement avec nos voisins du sud.

Au Français habitué de recevoir partout l'hommage à la supériorité de sa culture et à sa réputation méritée de grand civilisé, il peut paraître dur de rechercher le salut auprès de peuples tout jeunes, qu'hier encore il considérait comme des adolescents souffrant d'un excès de croissance. Pour la même raison, l'Anglais qui, sur toutes les terres et toutes les mers du globe, commandait le respect par sa qualité de *« british citizen »,* sera blessé dans son amour-propre. Nombre de Canadiens seront aussi alarmés, dans leur loyauté pour la Couronne et leur culte de la grandeur canadienne, de vivre à l'ombre d'une puissance devenue, par la force des circonstances, responsable de la vie démocratique, devant l'univers et devant l'histoire. Il n'y a là rien que de très naturel ; mais les susceptibilités particulières ne comptent pas devant la nécessité première de vivre et d'être libre.

Au reste, ce n'est pas au Canada qu'il appartiendrait de se plaindre du voisinage d'une grande république avec laquelle il jouit d'une paix séculaire et contre laquelle il n'a jamais songé à établir le moindre système de défense sur une frontière commune de plus de trois mille milles. Ce seul fait dispose, je crois, de l'accusation d'impérialisme que portent les factions de gauche contre cette république.

L'union étroite de toutes les démocraties, évidemment nécessaire au maintien de notre civilisation, trouve malheureusement des ennemis non seulement chez les communistes, mais chez une foule de naïfs qui se disent libéraux. C'est ainsi qu'un comité du Synode de Montréal de l'Église d'Angleterre au Canada déclarait récemment que « la propagande antisoviétique avait atteint de nouveaux sommets d'infamie ». Ce n'est là que l'opinion d'une petite minorité d'un groupe religieux, mais il est étonnant que ces personnes respectables n'aient tenu aucun compte des campagnes féroces de la presse de Moscou et des divers organes rouges, en maints pays, contre l'Angleterre et surtout contre les États-Unis.

Non moins aveugles sont ceux qui s'imaginent que les Soviets travaillent pour le bien de l'humanité. Jusqu'ici, ils poursuivent des fins purement politiques et nationalistes. Qu'ils fassent ce qu'ils voudront chez eux, c'est leur affaire. Ce contre quoi nous nous insurgeons, c'est que, par une organisation de propagande mensongère, dirigée de Moscou, ils fomentent ailleurs des troubles, sèment la confusion, empoisonnent l'opinion, encouragent la déloyauté et l'espionnage, et tout ça, pour des fins spécifiquement russes et non humanitaires.

Une telle conspiration mondiale contre nos libertés les plus chères trouvera son contrepoids, je le répète, dans une solide union démocratique dont le centre est Washington.

Il faudra ensuite gagner à la cause l'esprit des masses. On y parviendra par la coordination de toutes les agences démocratiques d'information et de culture, de façon à détruire à mesure les effets du poison et à projeter plus de lumière dans les esprits.

Il va sans dire qu'il ne s'agit pas, ici, d'accepter les yeux fermés toutes les décisions de la politique américaine qui n'a pas le don d'infaillibilité et dont l'inexpérience diplomatique a causé plus d'une erreur. Je parle d'une coopération intelligente en opposition à la plus vaste conspiration antidémocratique de notre époque.

Il faut que ça change !

L'argument le plus sérieux que l'on m'ait présenté en faveur du chambardement de nos institutions, le voici :

« La guerre d'idées et de systèmes que se font aujourd'hui deux mondes provient de la nécessité du changement dans tout organisme vivant. C'est un fait biologique. Comme les individus, les sociétés naissent, vivent et meurent. Il en est ainsi de notre démocratie libérale. Si elle ne répond plus aux besoins de l'époque, elle doit s'effacer devant un autre régime. »

Je concède la valeur de cet argument. Tout change, tout doit changer. Avant d'aller plus loin, je nie qu'il faille tuer toutes les libertés individuelles pour marquer un progrès. Je nie également que les institutions démocratiques, telles que nous les avons connues depuis un siècle, aient été statiques. Quand on fait de bonne foi la comparaison du présent au passé, on constate au contraire qu'une révolution pacifique s'est produite chez les peuples qui y furent soumis.

Oui, certes, tout se transforme. Il faut savoir combien de temps il a fallu aux premiers hommes pour former un langage articulé, apprendre à se servir du feu dans la cuisson des aliments, fondre et marteler les métaux, grouper les familles nomades en sociétés organisées, formuler des lois, répandre la parole écrite, remplacer la barque et la voile par le bateau à vapeur, substituer le télégraphe au sémaphore et la radio au concert familial de piano, former une civilisation où la loi du talion devint la loi d'amour, donner sans espoir de retour et recevoir en disant merci, il faut savoir, dis-je, combien de siècles, combien de millénaires se sont écoulés entre chaque étape, pour mesurer le chemin parcouru et admettre l'impossibilité du repos chez l'animal raisonnable. La mort seule est le repos, et c'est une petite phrase bien profonde que celle que l'on grave sur les pierres tombales : *Requiescat in pace.* Le repos total n'a jamais rien produit. Quand, dans le langage courant, on dit d'un individu très actif qu'il se repose, on n'a pas le terme propre : il ne se repose pas, il récupère.

Il est donc aussi vain de penser qu'il ne faut rien changer aux conditions existantes, qu'il est dangereux de vouloir détruire tout le passé et tout le présent sous prétexte de progrès. La nature est violentée aussi bien par les réactionnaires têtus que par les destructeurs stériles. Dans les excès de l'intellectuel et de l'artiste comme dans les errements des théoriciens et utopistes d'un prétendu ordre nouveau, il faut voir moins des signes de décadence que des énergies errantes, énervées, inquiètes et fatiguées, qu'il appartient à la raison des sages de ramener à l'action féconde. On ne tue pas des énergies, on les canalise pour le bien de l'individu et de la communauté. Si les derniers tenants de la raison et de l'équilibre manquent d'imagination au point de ne pas savoir l'emploi utile de toutes ces forces égarées, il ne leur reste plus qu'à subir leur triste sort : le monde passera par des orages terrifiants, et le calme ne renaîtra sur la planète qu'à compter du jour où la douleur et l'instinct de conservation seront plus forts que les fantaisies cruelles de quelques inconscients de génie pour qui les individus et les peuples ne sont que des cochons d'Inde.

Les hommes doués d'intelligence, de raison, de bon sens, d'expérience et d'imagination ne doivent pas, comme ils l'ont toujours fait dans le passé, se retirer dans leur tour d'ivoire et attendre d'y être étranglés. Ils n'ont pas le droit de rester simples spectateurs du grand drame de l'inquiétude humaine et de livrer ainsi leurs frères à la voracité des démagogues, des gangsters et des faux thaumaturges. Désormais, il est contraire à l'intérêt personnel de chacun de pratiquer l'égoïsme ou l'indifférence. Pour le bien ou pour le mal, les masses ont pris conscience de leur force parce qu'elles ont appris à se compter et à s'unir. Insuffisamment éclairées pour se guider d'elles-mêmes, elles suivent nécessairement des bergers, bons ou mauvais. Elles seront des agents de destruction suivant l'impulsion donnée par les chefs qui se seront imposés à leur confiance. Ou bien il faudra s'occuper d'elles, leur assurer un minimum de bien-être, ou bien elles obéiront à la poussée aveugle de l'instinct.

Par bonheur, des milliers d'hommes raisonnables y ont pensé. Tous les chefs dignes de ce nom, depuis des années, ont tracé des plans d'avenir où le souci d'améliorer la condition humaine se joint au désir sincère de sauver la liberté. Certes, aucun plan de ce genre ne peut se réaliser dans son entier : les événements et la vie se chargent de modifier tous les plans. On construit rarement une maison sans en altérer maints détails de l'idée première. Combien plus difficile est d'arranger longtemps d'avance la maison d'une nation ou même d'un univers. L'important est que des milliers de cœurs et de cerveaux se soient imprégnés de la volonté de réforme des conditions sociales et économiques dans les cadres du droit et du bonheur de l'individu dressé contre les empiétements de l'État.

On peut donc espérer que, de cette crise de croissance prolongée, dont l'humanité souffre depuis trente ans, il résultera un progrès sensible. Toutefois, en admettant la nécessité du changement, je puis affirmer sans crainte que, depuis un siècle, ce sont les démocraties où fleurissent l'initiative individuelle et la libre entreprise qui ont évolué le plus rapidement, qui ont le plus changé. Grâce à la souplesse de leurs institutions, elles ont pratiqué une sorte de révolution quotidienne.

Le mensonge de la propagande contemporaine, c'est d'avoir créé des épouvantails avec les mots « capitalisme » et « trusts » et d'avoir affirmé que, sous des puissances d'argent, aucun changement favorable aux droits populaires n'est possible.

La réalité, c'est que, sous les régimes du capital individuel, surtout en Amérique, les individus jouissent non seulement d'une plus grande somme de liberté, mais aussi de changements sociaux plus réels et plus avantageux pour chacun. Par exemple, nous n'avions nullement besoin des leçons de Moscou pour fonder des syndicats ouvriers, instituer des allocations familiales et des pensions de vieillesse, fixer la durée de la semaine de travail et le salaire minimum, accorder les indemnités aux victimes des accidents du travail et les compensations de l'assurance-chômage, donner l'instruction gratuite et obligatoire et passer, d'une année à l'autre, une foule de mesures de protection économique et sociale.

C'est dire que la révolution sociale, même en pays capitaliste, s'accomplit graduellement et pacifiquement, au fur et à mesure que les circonstances, les moyens de production et l'opinion publique le permettent. Et cette ascension des masses dans l'échelle du bien-être se réalise sans qu'il soit besoin de sacrifier les libertés les plus chères du citoyen.

Qu'ils y aillent eux-mêmes !

Les propagandistes canadiens, inspirés par une sorte de Saint-Siège installé au Kremlin, ne sont pas satisfaits de cette révolution trop lente à leur goût. Ils vont répétant la leçon apprise de leurs maîtres :

« C'est la dictature du prolétariat qu'il nous faut ! Plus vite que ça ! Ça presse ! » Il y a là-dedans de petits bonshommes de vingt à vingt-cinq ans qui ignorent tout des questions économiques et sociales et qui, obéissant aux directives d'un clan formé d'agents étrangers, d'espions, de traîtres ou d'imbéciles illuminés, entreprennent de transformer le monde en un clin d'œil. Le plus triste, c'est que ces jeunes irresponsables se soient attachés à l'idée la plus réactionnaire ce notre siècle. On les verra parfois associés à des furies qui ont préféré troquer les divins attributs de la femme contre les malsaines excitations d'une mystique nihiliste.

La manière de penser de tous ces égarés a ceci d'étrange, pour des gens qui se vantent de ne croire en rien, qu elle est étroitement moulée dans un système de dogmes où l'idée chrétienne de la chose sacrée est remplacée par le culte superstitieux de quelques objets matériels et même grossiers. C'est ainsi qu'en lisant ce tract, un scribe de la religion nouvelle écrira en se signant : Sacrilège ! Il a osé dire du mal de la Russie, la plus chère de nos alliées ! Si quelqu'un pouvait se loger dans une telle cervelle, il entendrait ceci, qui est l'idée fixe : « Attaquez aussi violemment, aussi souvent et aussi injustement que vous le pourrez le Canada, l'Angleterre, les États-Unis surtout les États-Unis – et toutes les nations où l'on tient encore à la liberté de l'individu. Passez-moi tout ça à tabac ! N'en dites jamais un mot de bien ! Mais devant la Russie, chapeau bas ! Car tout y est bien, tout y est beau, tout y est sacro-saint. »

Ce sont ces personnes qui s'extasieraient devant des tapis du Turkestan dont les tisseuses ont dû substituer le portrait de saint Molotov aux jolies fantaisies d'autrefois. Elles ne manqueraient pas non plus de saluer bien bas l'icone immense qui domine toutes les places publiques, toutes les manifestations, tous les bureaux, toutes les demeures et qui représente Joseph Staline, plus grand, paraît-il, que Moïse et Jésus.

De tels adorateurs-nés, me direz-vous, devraient quitter notre pays, où ils se trouvent si mal, et émigrer vers la mer Noire ou la Baltique, car on vit si bien derrière le rideau de fer.

« Pensez-vous ! Offrez-leur de faire le voyage à vos frais, nolisez pour eux un navire, achetez leurs billets, retenez-leur les meilleures cabines, puis dites-leur ceci : « Puisque c'est si beau en Russie, allez-y, mais à la condition que vous y restiez. » Combien accepteraient votre offre ? Pas un sur cinquante, j'en suis convaincu. Un vague instinct les avertirait qu'un pays peut être une prison, et qu'une prison, si grande soit-elle, est toujours une prison. Quelques-uns d'entre eux, nés au Canada, vous diraient sans aucun doute que l'interdiction du retour, comme condition du voyage, est trop dure pour un homme qui aura laissé derrière lui ses parents et ses amis. Fort bien, mais alors ou bien ils manquent de logique ou bien ils n'ont pas l'étoffe des communistes authentiques qui considèrent que c'est une faiblesse, parfois un crime, de céder au sentiment. Ne sont-ils pas prêts à trahir famille, amis, patrie, pour la cause ?

La majorité des apôtres soviétiques au Canada est cependant d'origine étrangère. Les cas Sam Carr, Fred Rose et Tim Buck ne sont pas exceptionnels. Si on se donnait la peine de faire le recensement des adeptes du communisme, on serait étonné du nombre infime de Canadiens acclimatés qui font partie du mouvement. La plupart sont d'immigration plus ou moins récente. Quelques-uns sont entrés chez nous depuis la fin de la guerre. Tous ont trouvé ici la liberté, la considération, le travail et le bien-être. En tout cas, le Canada et les États-Unis, pays d'abondance et de tolérance, leur faisaient oublier – peut-être trop vite – les misères, les persécutions, les classes sociales, les vengeances politiques et les terreurs qu'ils avaient connues chez eux. S'ils sont incapables d'apprécier des institutions qui leur permettent la jouissance de tant de privilèges, je me demande pourquoi ils ne se sont pas réfugiés en pays soviétique ou du moins chez les satellites du Kremlin, telles la Pologne, la Yougoslavie et la Bulgarie. Là du moins, en récompense de leur dévouement, on leur aurait fait partager la misère générale.

Au cours de l'année dernière, une jeune européenne qui se glorifiait d'avoir été de la Résistance pendant l'occupation allemande, séjournait temporairement au Canada. Elle était jolie, parlait beaucoup et avait une haute estime d'elle-même. Le plus jeune de mes fils avait dessiné sur un carton, pour s'amuser, les têtes de Churchill, de Roosevelt et de Staline, et il expliqua à cette jeune fille que c'était son intention d'inviter les trois hommes d'État, même le défunt, à un grand *party.* Alors elle lui dit :

— Ah ! il faut inviter papa Staline.

Je n'oublierai jamais l'air extatique que prit la soi-disant résistante pour prononcer le nom du généralissime. Les chefs de l'Angleterre et des États-Unis n'existaient point pour elle. C'est en Amérique qu'elle avait eu le plus d'argent, de cadeaux, de bijoux et de bifteck, mais son cœur appartenait à un pays et à des êtres qu'elle n'avait pas connus et quelle n'avait probablement pas envie de connaître de près. On la sentait envoûtée depuis longtemps par une propagande présentée sous forme de religion des temps nouveaux. Son petit cerveau était incapable de comprendre. Et je pensai à des multitudes d'autres, ses pareils, que les agents du mensonge avaient, des années durant, habitués à s'enthousiasmer pour des absurdités et à repousser les vérités les plus simples.

À ce sujet, il convient de rappeler au gouvernement canadien que, dans sa politique d'immigration, il est de son devoir de tenir compte des maladies morales aussi bien que des maladies physiques. J'appelle maladie morale cette sorte de fièvre rouge qui plonge certains esprits dans une foi aveugle en leur credo politique et les empêche complètement d'écouter le langage des faits et de la raison.

Le Service de l'immigration décidait récemment d'interdire l'entrée au Canada des immigrant soupçonnés d'attaches fascistes. À l'issue d'une guerre provoquée par le fascisme et faite pour l'anéantir, rien n'est plus logique. Or, ceux-là n'ont pas de titres à la citoyenneté canadienne non plus qui voudraient entrer chez nous en réservant leur loyauté à une doctrine séditieuse et à une puissance qui ne nous veut aucun bien. En d'autres termes, tout candidat-immigrant entaché de communisme doit être exclu. Qu'il s'en aille en Russie.

Démocrates sous fausse représentation

Au début de ce travail, j'observais qu'un des tours de force des éléments d'extrême-gauche consistait à faire accepter par des hommes intelligents le titre de démocratie orientale pour la Russie soviétique.

On y est parvenu par un bourrage de crânes très savant. Partout dans le monde, on a fait croire à des foules ignorantes et désemparées que le communisme était l'ami de l'homme du peuple – en anglais : *the common people* – et cela donne un son démocratique.

En certains pays, le succès de cette campagne ne fait aucun doute. On en trouve l'exemple le plus frappant en Chine. Le monde entier sait que ce sont les Américains qui ont libéré la Chine du joug japonais et que les Chinois ne doivent rien à la Russie. Pourtant, la guerre était à peine terminée que des hordes de jaunes se promenaient dans les rues des villes libérées en criant : « Dehors les Américains ! »

Il y a quelque temps, les forces nationalistes obligeaient les rouges à évacuer Yenan. Un correspondant des États-Unis qui se trouvait là peu après l'évacuation entendait chanter ce refrain :

> *Après tout, que font les Américains en Chine ?*
> *Ils attisent la guerre civile des réactionnaires*
> *Et massacrent les hommes du peuple.*

De jeunes officiers chinois du parti communiste, faits prisonniers à Yenan, disaient ceci en réponse à certaines questions : « L'Amérique est impérialiste… Notre amie, la Russie… Les communistes sont partout dans le monde… C'est nous qui allons réorganiser l'univers. »

On le voit, le langage que l'on tient en Chine, sur ces sujets, ne diffère pas de celui que l'on affecte en Amérique. C'est que partout on parvient à convaincre une foule de gens que le communisme est un mouvement démocratique.

Il importe donc de mettre les choses au clair. Au risque de me répéter, voici un parallèle qui, dépourvu qu'il est de données originales, a du moins le mérite de présenter un contraste important :

Démocratie occidentale	Démocratie (?) orientale
Gouvernement élu du peuple et responsable au peuple.	Dictature absolue et gouvernement totalitaire.
Lois faites, discutées, amendées ou rejetées selon la majorité des représentants élus du peuple	Pouvoir législatif et exécutif à la discrétion entière du pouvoir dictatorial.
Opposition jouissant d'une liberté de critique illimitée.	Aucune opposition quand le maître a parlé.
Partis multiples, tous libres de briguer les suffrages.	Parti unique, le communiste, à l'exclusion de tout autre.
Tous les journaux libres de critiquer le pouvoir et les hommes en place, y compris le chef.	Tous les journaux forcés de louer le régime et ses chefs, sans aucun moyen de les blâmer.
Liberté d'association et d'assemblée.	Seules sont permises les associations et assemblées favorables au régime.
Unions ouvrières indépendantes des partis, du gouvernement et des patrons.	Seul est permis le syndicat fondé, dirigé et contrôlé par l'État.
Droit de grève.	Aucun droit de grève.
Variété et liberté des services d'information.	Censure rigide sur les événements extérieurs et sur les idées.
Neutralité politique des écoles.	Bolchévisation complète de l'enfance par l'école.
Liberté de voyager en pays étrangers.	Ne sortent de Russie que les purs soumis longtemps au feu de l'épreuve.
Liberté pour le visiteur étranger d'aller où il veut sans aucune surveillance.	Tous les étrangers soumis à un formidable réseau de surveillants, d'espions et d'agents de la police.
Épouse un étranger qui veut.	Défense de suivre dans son pays un mari de nationalité étrangère.
Initiative sous le stimulant de l'ambition personnelle.	Toute initiative importante réservée à l'État.
Liberté des entreprises privées ou individuelles, en industrie, commerce, arts, lettres, sciences… assurant ainsi un progrès illimité par le jeu de la concurrence et le désir légitime du succès.	Toutes les entreprises importantes sous contrôle d'État et soumises à une bureaucratie qui est une classe rigide et autoritaire.
La terre appartient au paysan.	La terre appartient à la ferme collective sous le contrôle de l'État.
Aucun citoyen, sauf celui qui est convaincu d'activité séditieuse, n'est molesté pour ses opinions politiques.	Environ 15 000 000 de prisonniers politiques dans les camps de travailleurs esclaves.
L'État est fait pour l'individu.	L'individu est la chose de l'État.
Parfaite égalité devant la loi.	Condamnations, emprisonnements et exécutions suivant l'arbitraire du pouvoir.
La famille, première et principale cellule sociale.	La famille soumise aux exigences du collectivisme et de l'école.
Libre à chacun d'arranger sa vie privée à sa manière.	L'État envahit constamment le sanctuaire de la vie privée.
Profond respect du sentiment, de la douleur, de la sensibilité, de la dignité et de la vie d'autrui.	Devant la raison d'État, c'est une faiblesse, souvent un crime, de tenir compte du sentiment.
Le peuple peut condamner et punir les crimes d'un État.	On est forcé d'approuver et, au besoin, de collaborer aux crimes de l'État.
Le chef est un homme comme tout le monde.	Le culte du chef élevé à la hauteur d'une religion.
L'inégalité économique est produite, dans l'ensemble, par l'inégalité naturelle des talents et des initiatives.	L'inégalité est produite par la politique.
Les entreprises personnelles ont donné au peuple le standard de vie le plus élevé de l'histoire du monde.	En pays collectiviste, le niveau de vie est encore au plus bas, trente ans après une révolution qui se vantait d'établir la justice sociale.

Quiconque, après avoir réfléchi sur ces faits, parlera encore de démocratie orientale ferait bien de se remettre à l'étude du dictionnaire.

Un mot maintenant de l'esprit démocratique. Vers la fin de la guerre, un écrivain français voyageait par train, aux États-Unis, en compagnie d'un sénateur américain. Quand vint l'heure du repas, tous deux voulurent se rendre au wagon-restaurant. Comme une foule de voyageurs avaient eu la même idée, le sénateur et l'écrivain durent faire queue, comme les autres, en attendant une table.

Il me semble, dit l'écrivain, qu'on devrait faire place immédiatement à un membre du sénat ?

Why should they ? (Pourquoi le feraient-ils ?)

Cette réponse simple et spontanée d'un homme politique fort en vue fit sentir à l'étranger la profondeur, la réalité vivante, du sentiment démocratique qui s'est développé aux États-Unis.

La chose se produira aussi bien au Canada, et personne n'en serait surpris. Je vois très bien d'ici un *lumber jack* affamé qu'un ministre ou un sénateur tenterait de faire reculer à l'entrée du wagon-restaurant :

Eh ! toi, pour qui te prends-tu ? Par contre, j'imagine difficilement Molotov aux prises avec un moujik.

Pauvre moujik !

Cause et remède

Le succès relatif de la propagande, soit fasciste, soit communiste, dans nos pays démocratiques où le niveau de vie est de beaucoup plus élevé que celui des sociétés collectivistes provient peut-être d'un vice d'éducation. La facilité avec laquelle n'importe quel bourreur de crânes fait chavirer les cerveaux indique sans doute que la faculté de réfléchir, de mettre les idées et les faits dans des balances de précision, de se dégager des contingences pour regarder le monde de haut, n'a pas été suffisamment cultivée dans les milieux de jeunesse.

Aux uns, on impose un système philosophique tout cuit d'avance et un ensemble de croyances qu'il est défendu même de discuter ; aux autres, on indique superficiellement des méthodes de penser et de faire des équations mentales, sans rien approfondir. On semble ignorer ce qu'est la vraie culture, celle qui se distingue par un harmonieux équilibre des facultés et qui procure à l'esprit des dispositions et des aptitudes plus précieuses que la science elle-même.

Les excès de spécialisations et de systématisations ont produit des hommes remarquables dans leur champ d'action. Par contre, ils ont terriblement nui à l'intelligence des idées. Elles ont empêché une foule d'esprits de bonne qualité de poursuivre leur ascension vers l'universalité.

Après une longue carrière entièrement consacrée à la discussion des problèmes les plus divers, j'ai observé suffisamment les hommes pour savoir que les plus aptes à juger sainement sont ceux qui ne souffrent pas de déformation professionnelle et qui se tiennent le plus possible dans l'universel. Toutes les cultures que j'ai pu coudoyer m'ont conduit à cette conclusion, je dirais, à cette certitude.

Il ne faudrait toutefois pas tomber dans l'excès contraire. Nous vivons à une époque où les nécessités scientifiques et techniques impliquent des études si ardues, des connaissances si étendues, qu'il devient impossible de se contenter de cette culture générale qui a fait la beauté et la noblesse des anciens. Il faut trouver le juste milieu. La vie n'est ni une belle abstraction ni une formule chimique.

Si j'attache de l'importance à ce point de vue, c'est que, il me semble, la confusion des idées serait moins grande si les hommes apprenaient à raisonner par eux-mêmes.

Lorsque la plupart des individus s'acharnent presque uniquement à leur petite spécialité, à leur petit talent particulier, à des miniatures intellectuelles, ils finissent par oublier l'existence des autres domaines de l'activité humaine, et c'est alors qu'ils sont disposés à croire tout ce qui se dit ou s'imprime sur des sujets situés hors de leur compétence ou de leurs investigations concentrées.

C'est par là que s'explique, peut- être, le nombre infime des hommes qui parviennent à la maturité morale. Ici, je ne fais aucune distinction entre l'ignorant et le lettré. Un paysan inculte peut parvenir à maturité. Par contre, des recteurs d'université, accablés de diplômes, de sciences et d'honneurs, restent toute leur vie à l'état de fruits verts. On en a connu plus d'un.

Je dirai plus. Des hommes qui avaient presque du génie, mais qui n'étaient pas vraiment mûris, ont confondu les constructions de leur cerveau avec la réalité, et comme ces constructions étaient splendides, ils se sont mis, tel Trotsky, tels nos mystiques du grand soir, à vouloir y encadrer l'univers, sans tenir aucun compte de la nature, du sentiment, des faits ethniques, des habitudes et encore moins de l'individu. Ce faux intellectualisme nous a valu les douleurs les plus cuisantes de notre ère.

Ne vous représentez pas sous des dehors cruels ou sanguinaires ces soi-disant intellectuels. Ils ne feraient pas de mal à une mouche. Ils se refuseront les plaisirs de la pêche parce que ça fait mal au poisson. Ils seront les premiers à protester contre les cruautés du médecin, contre les cobayes. Ils sont pourtant des destructeurs parce qu'ils s'efforcent de rapetisser le monde à la mesure de cette affreuse camisole de force qu'est leur raison-réalité. Ils ne le pourraient qu'en plongeant les nations dans une mer de sang. Cela s'est vu en Russie, en Allemagne d'avant-guerre et ailleurs. Faisons en sorte que cela ne se voie pas chez nous.

Vous observerez que la plupart des constructions économiques et sociales du faux intellectualisme de l'époque se ressemblent sur un point : ils sacrifient allègrement la liberté humaine. De tous ces réformateurs qui se sont offerts à sauver notre espèce en tuant nos institutions démocratiques, pas un seul n'a pu concilier son système avec la liberté, et c'est pourquoi ils ont tous décidé que l'homme n'avait pas besoin d'être libre.

Or, à mon point de vue, tout système qui se révèle inconciliable avec la liberté est faux à sa face même. Il me plaît ici de donner la recette à quiconque est porté à la confusion des idées : suivant le cas qu'ils feront de votre liberté personnelle, vous distinguerez invariablement le vrai thaumaturge du charlatan.

Le seul fait de savoir cette vérité simple est déjà un remède à la contagion du mensonge. Il ne faut toutefois pas se contenter d'une recette. La solution du problème actuel doit se trouver à l'école, au collège et dans les universités. Et qu'on se hâte de réaliser la réforme, car le temps presse.

Hélas ! On ne change pas du jour au lendemain un personnel enseignant, un programme, des manuels et de vieilles habitudes de penser et de croire. C'est vrai, je l'avoue. Encore faut-il commencer.

En attendant, il importe de réunir au plus vite les divers groupes sociaux dont l'existence est simultanément menacée par le fléau contemporain. A-t-on réfléchi, par exemple que nos partis politiques, nos églises, nos organisations ouvrières et nos institutions capitalistes étaient toutes ensemble vouées à la haine de l'ennemi commun ? A-t-on réfléchi qu'il n'en resterait à peu près rien après le passage de la vague rouge ?

Ces quatre groupes, en temps ordinaire, peuvent être divisés. Souvent même, ils sont violemment antagonistes. Mais contre un danger qui les menace conjointement, leurs forces doivent être conjuguées. Auraient-ils, par hasard, la naïveté de croire qu'il leur soit possible de se sauver séparément ? Le politique démocrate pense-t-il qu'il en réchappera tout seul et qu'il n'a pas à se préoccuper des trois autres ordres sociaux ? Les gardiens des cultes se figurent-ils qu'ils n'ont pas à accepter des compromis pour s'épargner un désastre ? Les adversaires du pouvoir clérical auraient-ils raison de se sentir déshonorés, si, pour une fois, ils se trouvent d'accord avec le clergé dans une aversion commune des destructeurs de la civilisation chrétienne ? Les libres associations ouvrières auront-elles la candeur d'espérer survivre à la ruine de leurs patrons ? Et ceux-ci se décideront-ils enfin à cesser d'appeler communistes tous les travailleurs qui semblent faire des réclamations excessives ? Dans le combat engagé entre deux mondes, il est d'absolue nécessité que nos diverses catégories sociales, vivant en démocratie, sachent présenter un front commun, même s'ils restent adversaires les uns des autres. Il sera toujours temps pour eux, une fois le péril conjuré, de reprendre la bataille interrompue.

Les Armes du mensonge,
pamphlet de Jean-Charles Harvey (1891-1967),
est paru à Québec,
s.n.é, en 1947.

Dépôt légal – BAnQ et BAC : deuxième trimestre 2020

isbn : 978-2-89816-098-1
© Vertiges éditeur, 2020
– 1099 –

Lecturiels
www.lecturiels.org